
Paraguay : les forêts et les communautés à la merci d'un modèle inviable

Le Paraguay, un pays éminemment agricole, se trouve confronté à un faux dilemme : le choix entre la technologie et l'arriération.

La technologie appliquée à l'agriculture au cours des 40 dernières années – à partir de la Révolution verte, avec son paquet de produits agrochimiques toxiques et maintenant transgéniques – avait promis de surmonter les inconvénients qui s'opposent à la production agricole et de résoudre le problème de la faim.

Or, qu'y a-t-il de mauvais dans cette technologie pour que tant de personnes s'y opposent, ou dans cette « arriération » pour que tant d'autres s'en plaignent ? Du point de vue historique, l'agriculture a été pratiquée pendant des milliers d'années dans des fermes familiales et des parcelles qui ne dépassaient pas les 10 hectares par famille. L'augmentation de la demande extérieure de produits agricoles a poussé des groupes capables d'accéder à des crédits considérables à augmenter les superficies cultivées afin d'obtenir davantage de bénéfices économiques.

Le Paraguay n'a pas échappé à cette tentation. Les 10 hectares de cultures variées des fermes familiales sont devenus des propriétés de 1 000 hectares ou plus, où l'on cultive une seule espèce. De ce fait, de grandes étendues de forêt, de « cerrado » et même de marais ont été transformées en cultures commerciales.

Ce « progrès » a-t-il résolu le problème d'une nourriture appropriée pour la population du pays ? Aujourd'hui, les produits agricoles sont devenus rares, chers et insalubres pour le commun des consommateurs. Les statistiques de la FAO révèlent que les taux de malnutrition et de pauvreté extrême ont grimpé au cours des 40 dernières années, et se sont encore aggravés durant les 10 dernières années.

Si les paquets technologiques sont censés augmenter et améliorer la quantité et la qualité des produits, comment se fait-il qu'il y ait maintenant plus de pauvreté et de famine qu'avant ? La réponse est évidente, ou presque : c'est qu'on nous a menti, et qu'on nous a vendu l'idée que la technologie allait résoudre tous les problèmes et apporter de grands bénéfices pour tous. Ainsi, nous avons pollué nos réserves d'eau, abattu nos forêts, dégradé nos sols ; nous avons expulsé des populations autochtones entières de leurs territoires, qu'elles avaient conservés pendant des milliers d'années, et nous les avons condamnées à une vie misérable dans les rues de nos villes ; nous avons chassé des familles paysannes, qui rejoignent continuellement la grande masse des réfugiés de l'environnement ; nous avons contracté des dettes que nous ne pouvons pas rembourser, dans le seul but d'appliquer « le fin du fin » du progrès technologique.

Sommes-nous mieux qu'avant ? La réponse est décidément « non ». Aujourd'hui au Paraguay, un habitant sur deux est pauvre, et un compatriote sur quatre vit au-dessous du seuil de pauvreté, surtout à la campagne. La plupart d'entre eux ont vendu leurs terres, cédant à la tentation ou à la pression des propriétaires terriens, ou bien expulsés par leurs menaces ou par les pulvérisations de produits chimiques. D'autres ont appliqué « le progrès technologique » dans leurs terres, et se

rendent compte maintenant que ces terres ne produisent plus rien, qu'elles sont devenues désertiques en raison de la charge chimique et de la mauvaise pratique que ce « progrès technologique » leur a imposées. La technologie nous a rendus plus pauvres et plus mal-nourris, elle a appauvri notre environnement et elle compromet gravement notre avenir.

Cependant, 80% des produits que nous consommons proviennent toujours des petites fermes familiales, tandis que la production des grandes entreprises agricoles va satisfaire la demande des marchés des pays industrialisés. Ce modèle de production a été fondé sur l'expulsion de leurs terres d'origine des communautés, aussi bien autochtones que paysannes, qui ont perdu de ce fait leur potentiel de développement durable hérité de plusieurs générations, et ont vu perturbée et dégradée leur culture développée en fonction de la conservation de l'habitat.

En outre, ce modèle de production à grande échelle a impliqué la déforestation des terres pour les affecter à l'exploitation agricole. D'après les données officielles (MAG/GTZ), en 1945 le pays possédait 8 805 000 hectares de forêts, qui couvraient 55% du territoire national. A la fin des années 60, la superficie boisée s'était réduite à 7 042 000 hectares (44% du territoire). Le processus de déforestation s'est accéléré ensuite, de sorte qu'en 1991 l'aire boisée ne comptait plus que 2 403 000 hectares, soit à peine 15% du pays. La destruction se poursuit toujours, au point que les forêts ne couvrent aujourd'hui que 7% du territoire.

Alors, la question n'est pas de choisir entre l'acquisition de technologie et l'arriération perpétuelle. Il s'agit plutôt de proposer un modèle de gestion des ressources naturelles et de développement durable des communautés, qui tienne compte des facteurs sociaux, économiques, culturels et environnementaux et, surtout, qui fasse prévaloir le bien commun par la participation active et démocratique de tous les secteurs de la société.

Robert Rolón, Programa Economía Solidaria, Sobrevivencia – Amis de la Terre-Paraguay, adresse électronique : eco_nomia@sobrevivencia.org.py